**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU 16 JANVIER 2017**

Étaient présents : Didier VALLVERDU - François SORET - Nathalie CASTELEIN – Rachel RIZZON - Patrick MONNIER - Christiane BOSSEZ - Claude DALLONS - Christiane DONZÉ - Éric DUCROZ - Nicolas GUERITAINE - Michèle MAILLARD - Patrick MIESCH - Christine STEULLET.

Absents excusés : Francette CUENAT, procuration à François SORET – Rui-Paulo SEBASTIEN, procuration à Didier VALLVERDU.

En préambule, Monsieur le Maire présente l'offre du SIAGEP concernant l'installation de bornes pour le rechargement des véhicules électriques. Il précise que les zones résidentielles, d'activité ou commerciales sont éligibles à ce type d'équipement. Le coût restant à la charge de la commune s'élèverait à 2 178 € pour deux bornes accélérées ou à 18 658 € pour deux bornes rapides. L'implantation de bornes sur la commune est à étudier mais la proposition du SIAGEP mérite d'être détaillée davantage, notamment en ce qui concerne la prise en charge des consommations électriques.

I - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE ET APPROBATION DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE

Le Maire propose de désigner un secrétaire de séance et de procéder à l'approbation du procès-verbal de la séance précédente.

Délibéré :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Désigne** M. Patrick MIESCH comme secrétaire de séance.
 - **Approuve** le procès-verbal de la séance du 28 Novembre 2016.
-

II - ÉLECTION DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES VOSGES DU SUD

Monsieur le Maire expose que suite à la fusion de la Communauté de Communes de la Haute Savoureuse et de la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien, le Conseil Municipal est amené à élire trois conseillers communautaires pour siéger au Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vosges du Sud, conformément à l'arrêté préfectoral du 15/12/2016.

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux dispositions de l'article L5211-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de 1000 habitants et plus qui disposent d'un nombre de sièges de conseiller communautaire moindre après la fusion élisent les conseillers communautaires qui occuperont les sièges désormais attribués à la commune au sein du nouveau conseil communautaire, au scrutin de liste à un tour et uniquement parmi les conseillers communautaires précédemment élus.

Ainsi :

- Les listes ne peuvent être composées que parmi les quatre conseillers communautaires sortants,
- La loi n'impose pas que les listes préparées à cette occasion soient conformes aux listes présentées lors du renouvellement général des conseils municipaux et communautaires,
- Aucune obligation de respecter la parité ne s'impose lors de l'élaboration de ces nouvelles listes,
- Lors de l'élection à un tour, les conseillers municipaux ne peuvent ni modifier les listes qui leur sont proposées, ni ajouter ou supprimer les noms,
- Après l'élection, la répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de candidat figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Les quatre conseillers communautaires sortants sont :

- VALLVERDU Didier
- CASTELEIN Nathalie
- MONNIER Patrick
- MIESCH Patrick

Monsieur le Maire souligne les fonctions exercées par Monsieur Patrick Miesch en qualité de Président du SICTOM. Il précise que ces élections doivent privilégier le rôle que chaque conseiller sortant souhaite poursuivre. C'est pourquoi, il propose les candidats suivants :

- Liste 1 :
M. Didier VALLVERDU
Mme Nathalie CASTELEIN
M. Patrick MONNIER

Monsieur le Maire s'engage en outre à soutenir la candidature de Monsieur Patrick Miesch à la présidence du SICTOM. En effet la nouvelle intercommunalité a la possibilité de désigner un représentant du SICTOM parmi les conseillers municipaux des communes membres.

Monsieur Patrick MIESCH souligne son engagement en qualité de Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien. Il rappelle le travail considérable réalisé par l'équipe sortante pour redresser les finances de la communauté de communes. Les crédits ainsi dégagés ont permis notamment à la Communauté de Communes de verser un fonds de concours à la commune de Rougemont-le-Château pour la création de son Centre de Loisirs Sans Hébergement. Il signale l'importance pour la commune d'être représentée au sein du Conseil Communautaire de la nouvelle intercommunalité.

Monsieur le Maire explique que la situation financière de la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien résulte de mauvais choix opérés par les élus des précédents mandats, en ce qui concerne non seulement l'assainissement mais encore l'implantation du siège de la Communauté. De plus, l'ensemble des compétences choisies par cette intercommunalité était disproportionné par rapport à ses moyens financiers.

Monsieur le Maire reconnaît les efforts réalisés par l'équipe actuelle pour assainir les finances de la communauté de communes. Cependant, il rappelle que le versement d'un fonds de concours pour la création d'un CLSH n'a pas fait l'objet d'une démarche volontaire du Président de la CCPSV mais résulte de négociations initiées par les élus rougemontois.

Madame Michèle MAILLARD désapprouve la liste des candidats proposée au vote. Elle propose qu'un membre de l'autre équipe soit intégré à cette liste. Elle souhaite avoir l'assurance que Monsieur Patrick MIESCH conserve la Présidence du SICTOM.

Monsieur le Maire indique que la constitution de la liste proposée au vote a été discutée avec Patrick MIESCH. Il regrette que Madame Michèle MAILLARD ne considère pas l'ensemble du Conseil Municipal comme une seule et même équipe. Il souligne l'importance pour chacun de conserver ses domaines d'intervention.

Monsieur Patrick MIESCH explique que sa désignation en tant que délégué du SICTOM n'assure pas d'être élu Président, même si ses réalisations au sein du SICTOM constituent un avantage.

Madame Michèle MAILLARD ajoute qu'elle ne parle pas d'opposition mais rappelle l'existence de deux listes aux dernières élections municipales. Elle propose que Patrick MIESCH conserve sa qualité de conseiller communautaire.

Monsieur le Maire répond que le temps de la campagne électorale s'est achevé pour laisser la place au temps du travail. L'exercice du mandat permet de mettre à l'épreuve l'engagement de chacun.

Il est ensuite procédé au vote à bulletin secret, puis au dépouillement.

Nombre de votants : 15

Bulletins blancs ou nuls : 2

Nombre de suffrages exprimés : 13

Sièges à pourvoir : 3

Quotient électoral : 4,33

	<i>Voix</i>	<i>Attribution au quotient</i>	<i>Total</i>
Liste 1	13	$\frac{13}{4,33} = 3$	3 sièges

Sont donc élus :

- Liste 1 :
M. Didier VALLVERDU
Mme Nathalie CASTELEIN
M. Patrick MONNIER

III - RÉHABILITATION D'UN BÂTIMENT COMMUNAL POUR LA CRÉATION D'UNE RESTAURATION RAPIDE : DEMANDE DE SUBVENTION D.E.T.R. – exercice 2017

Monsieur le Maire expose que la Commune possède un bâtiment situé sur la Place de l'Ancienne Gare qui était jusqu'à présent utilisé comme entrepôt. Suite au projet d'installation d'une restauration rapide sur le territoire de la commune, il convient de réhabiliter ce bâtiment afin d'y implanter un restaurant.

Monsieur le Maire explique avoir rencontré le Secrétaire Général de la Préfecture pour s'assurer que le projet porté par la commune de Rougemont-le-Château remplissait l'ensemble des conditions nécessaires à l'obtention d'un financement au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux.

Il propose de renoncer à la demande de subvention auprès de la Région. En effet, les conditions de subvention ont été endurcies et imposent un seuil minimal de bâtiments basse consommation sans donner l'assurance d'obtenir un financement maximum.

Délibéré :

Après discussion et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ✓ **Sollicite** une aide financière au titre de la D.E.T.R. d'un montant de **20 000 €**,
- ✓ **Adopte** l'opération citée ci-dessus qui s'élève à **58 866.65 € HT, soit 70 639.97 € TTC** suivant devis,
- ✓ **Approuve** le plan de financement prévisionnel qui s'établit comme suit :

DÉPENSES		RECETTES		
<i>Libellé des postes</i>	<i>Montant H.T. (€)</i>	<i>Détail</i>	<i>Montant H.T. (€)</i>	<i>Taux (env.)</i>
Opération N° 38	58 866.65	<i>Aides Publiques sollicitées</i>		
		. Conseil Départemental	17 000.00	28.88
		. État (parlementaire)	10 000.00	16.99
		. D.E.T.R.	20 000.00	33.98
		. Autofinancement (fonds propres)	11 866.65	20.15
TOTAL	58 866.65	TOTAL	58 866.65	100.00

- ✓ **Fixe** la période de réalisation de cette opération comme suit : au cours du 2^{ème} semestre 2017.
- ✓ **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce projet.

IV - CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT – FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS SOUS VOSGIEN

Le Maire rappelle les travaux réalisés pour la création d'un Centre de Loisirs Sans Hébergement. Le coût total de cette opération s'élève à 924 850.26 €.

Monsieur le Maire expose que la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien, par délibération en date du 13 décembre 2016 a décidé de participer au travers d'un fonds de concours, à la réhabilitation du bâtiment du CLSH sis 4 allée Victor et Gaston Erhard à Rougemont-le-Château. Cette décision porte à 221 359.17 € le financement de la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien.

Délibéré :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ✓ **ACCEPTE** le versement d'un fonds de concours par la Communauté de Communes du Pays Sous Vosgien à la Commune de Rougemont-le-Château d'un montant de 200 000 €.
- ✓ **PRECISE** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Primitif 2017 – article 13241- Subventions d'équipement non transférables.

**V - AUTORISATION BUDGÉTAIRE SPÉCIALE POUR LES DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT A ENGAGER AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF
2017**

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L 1612-1

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2016 : 308 502.99 €
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts » et hors opérations patrimoniales)**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 43 187 €.

Délibéré :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise, à l'unanimité, les dépenses d'investissement, à hauteur de 43 187 Euros.

VI - SUBVENTION AU C.C.A.S.

Monsieur le Maire rappelle les manifestations organisées par le CCAS tout au long de l'année (colis de Noël, repas des anciens, loto...). Il propose que le budget communal verse une subvention de 4000 € au budget du CCAS.

Délibéré :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de verser une subvention de **4 000 Euros** au Centre Communal d'Action Sociale de Rougemont-le-Château au titre de l'année 2017. Les crédits correspondants seront prévus au Budget Primitif 2017.

VII ADHÉSION AU SERVICE « ACTUALISATION PERMANENTE DES CONNAISSANCES DES SECRÉTAIRES DE MAIRIE »

Par délibération du 28 Septembre 1993, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a décidé de créer un service d'actualisation des connaissances des secrétaires de mairie.

Dans ce cadre, des séances de travail sont organisées. Elles ont pour objectif de valider les interventions particulières constatées durant la période écoulée, d'examiner les textes nouveaux et les questions d'actualisation regroupés dans le dossier intitulé « repères documentaires ».

La Commune a décidé d'utiliser le service « Actualisation permanente des connaissances des secrétaires de mairie » proposé par le Centre de Gestion.

Le coût de cette participation sera de 182.94 € par an et par agent.

Ce tarif pourra être révisé par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Le relèvement prendra effet au 1er Janvier de l'année qui suit.

Une convention sera passée entre la Commune et le Centre de Gestion à effet du 1er Janvier 2017. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de son organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée à l'autre partie avant le 31 Octobre de l'année. La décision prendra effet au 31 Décembre de l'année.

Délibéré :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve l'adhésion au service " actualisation permanente des connaissances des Secrétaires de Mairie",
- Autorise M. le Maire à signer la convention jointe en annexe.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 15.

Le Maire,

Didier VALLVERDU